



Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-O-O-O-

ISSN 1168-0423

Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 23.04.2012

N° 351
AVRIL 2012

Edito

LA LUTTE CONTINUE

Tout d'abord je tiens à féliciter les camarades du syndicat de la Mairie de Bourges, qui depuis quelques semaines mènent un combat contre une décision injuste prise par le Maire.

Comment peut-on imaginer que suite à une maladie, qu'elle soit bénigne ou malheureusement plus lourde de conséquences, des agents de la fonction publique soient pénalisés financièrement pour ne percevoir qu'un tiers, voire la moitié de leur salaire ? Serge Lepeltier se cache derrière une loi qui va à l'encontre du statut des fonctionnaires. D'ailleurs, plusieurs maires, conseillers généraux ou encore d'agglomérations n'appliquent pas ce texte. Avec plus d'un tiers des agents qui manifestent et plus encore qui soutiennent le mouvement, le maire devrait revoir son positionnement. S'il prétend éradiquer l'absentéisme des salariés, il devrait commencer par revoir les conditions de travail, l'organisation de celui-ci basée sur le management par la peur et le copinage. En cumulant autant de mandats, il est vrai que cet homme ne doit pas avoir de problème de fin de mois.

Le 1er Mai sera l'occasion de rappeler à ce genre d'individu que la CGT ne laissera pas s'instaurer dans ce pays des discriminations et des stigmatisations entre citoyens.

Les salariés de ce département ne sont pas dupes. Ils voient bien encore une fois les manœuvres politiciennes et électoralistes d'une majorité municipale qui se dit différente de l'UMP mais, qui, dans les faits, applique les mêmes méthodes et participe aux mêmes mee-

tings et réunions publiques dans le département.

Xavier Bertrand était présent lors d'une fameuse réunion dite «publique» organisée par la droite locale. Ouverte à toutes et tous, oui, sur le principe. Un comité d'accueil Cégétiste a pu discuter brièvement avec celui qui a, sur ordre du Medef, maltraité et condamné des millions de salariés, retraités, privés d'emploi, de jeunes durant les années passées.

Quelle arrogance, méchanceté, condescendance à l'égard des représentants des salariés qui l'ont interpellé ! En tout cas, une chose est sûre, la droite et le capital tiennent bien à faire «la peau» de la CGT ; il nous l'a bien fait comprendre.

La preuve, dans cette période printanière, le patronat local ne cesse de s'attaquer aux droits des salariés dans la préparation et le déroulement des élections. Nos candidats sont mis sous pression ou sanctionnés abusivement. Les procès verbaux sont volontairement remplis avec des erreurs (ce qui implique la non prise en compte pour la représentativité) et de nombreuses contestations arrivent devant les tribunaux.

Voilà quelques informations sur la situation de notre localité qui, j'en suis sûr, fera de vous une force militante pour les combats à venir en commençant par une fête des travailleurs pleine de revendications et d'espoir.

Camarades, quel que soit le gouvernement dans les jours à venir, la lutte continue.

Sébastien Martineau
Secrétaire Général

Sommaire :

Edito :

P 2 - 3 : Tract 1er Mai

P 4 : Résultats Elections Professionnelles

P 5 : La Poste

P 6 - 7 : Stop à la vie chère - Pétition de l'INDECOSA

P 8 : Tract de l'USR CGT



RASSEMBLEMENTS 1er MAI 2012

BOURGES

10 h 30 - Place Malus

9 h 30 : dépôt de gerbe : hommage aux militants victimes du nazisme

VIERZON

10 h 30 - Place de la Résistance

ST AMAND MONTROND

10 h 30 - Place Carrée

ST FLORENT sur CHER

10 h 30 - Place de la République

LA GUERCHE

11 h 00 - Place du Général de Gaulle

AUBIGNY-sur-NERE

10 h 30 - Place de la Résistance

Tous les syndicats ont reçu les billets de la Souscription de l'UD 2012

Demandez-les auprès de vos secrétaires.

La répartition des lots aura lieu le 18 Juin.

Un 1^{er} Mai de luttes et de revendications

Une histoire ouvrière

Le 1^{er} Mai 1886, la pression syndicale permet à environ 200.000 travailleurs américains d'obtenir la journée de 8 heures.

Le souvenir de cette journée amène les Européens, quelques années plus tard, à instituer une journée internationale des travailleurs ou «fête des travailleurs». Cette journée est aujourd'hui plus volontiers appelée «Fête du Travail», bien que l'expression prête à confusion.

Le 3 mai 1886, une manifestation fait trois morts parmi les grévistes de la société Mc Cormick Harvester à Chicago. Une marche de protestation a lieu le lendemain et une bombe explose devant les forces de l'ordre. Elle fait une quinzaine de morts dans les rangs de la police.

Trois syndicalistes sont jugés et condamnés à la prison à perpétuité. Cinq autres sont pendus le 11 novembre 1886 malgré des preuves incertaines (ils seront réhabilités plusieurs années après).

«Le jour viendra où notre silence sera aussi puissant que les voix que vous étranglez aujourd'hui».

Dernières paroles d'Augustin Spie, exécuté.

En France, la tuerie de Fourmies, petite ville du Nord, fait dix morts le 1^{er} mai 1891. Lors de la manifestation rituelle, la troupe équipée des nouveaux fusils Lebel et Chassepot, tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers. Parmi les assassinés, huit n'avaient pas 21 ans.

Cette journée est à l'origine une lutte des salariés pour la diminution du temps de travail qui était de 10, voire 12 heures et plus. Ajoutés à des conditions de travail extrêmement difficiles, l'espérance de vie était très réduite et les accidents de travail mortels étaient une des premières causes de mortalité après les maladies.

Aujourd'hui, un 1^{er} Mai particulier

Cette année, deux événements politiques majeurs se déroulent dans cette période. Cela n'a échappé à personne. Les élections présidentielles avec le 1^{er} mai entre les deux tours et les élections législatives avant l'été. Cette deuxième élection est tout aussi importante que la première.

La CGT n'a pas pour objectif d'appeler à voter pour tel ou tel candidat politique. Nous sommes une organisation de salariés indépendante des politiques, mais nous ne sommes pas dans une posture de neutralité. Les programmes des uns et des autres ont été étudiés avec attention. Les propositions économiques montrent que certains candidats reprennent tout ou partie des revendications du patronat, de la finance et des grands groupes.

C'est le cas de Nicolas Sarkozy qui a déjà entraîné notre pays dans une situation économique la pire depuis la fin de la guerre, en maltraitant des millions de salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes, malades, tout ça avec la complicité du Medef au service du capital. Il veut, s'il est réélu, rendre le coup de grâce en cassant le Code du Travail et les conventions collectives avec l'accord compétitivité-emploi, qui rendrait les travailleurs corvéables à merci dans l'ensemble des lieux de travail. Il veut mettre fin à la protection sociale solidaire de notre pays, casser l'école publique au profit de l'éducation privée, rendre notre système de soins et principalement l'hôpital public moribond afin que la qualité et l'accueil ne soient plus assurés correctement. Les grands groupes de santé privés qui sont cotés en bourse se frottent les mains. Ils peuvent compter sur un allié de poids pour privatiser le système. Tout ça au détriment de l'accès aux soins. Les salariés les moins aisés et les classes moyennes ne pourraient plus se soigner. C'est malheureusement le cas actuellement.

Fidèles à eux-mêmes, Nicolas Sarkozy et le Medef **ne veulent plus d'organisation syndicale**, tout au moins plus de la CGT. Xavier Bertrand, actuel Ministre du Travail, nous l'a clairement dit lors de sa venue à Bourges le 10 avril dernier. **Comment feraient les salariés pour se défendre ou revendiquer sur leur lieu de travail ? La démarche individuelle aboutit rarement, les salariés doivent pouvoir continuer à s'organiser collectivement au sein de l'entreprise.**

Le Front National, en plus d'être xénophobe et raciste dans sa nature la plus profonde, vise également à opposer les gens les uns aux autres. De plus, lui aussi est partisan d'un capitalisme encore plus libre. Ses idées doivent être combattues par une bataille de tous les jours car nombre de salariés pourraient être touchés par les sirènes de ce parti, qui dans tous les cas, est contre les plus démunis. C'est une caste bourgeoise au service des plus riches.

Depuis toujours, la CGT porte les revendications pour le monde du travail. Certains candidats(es) ont peu ou prou repris nos propositions et nous avons été accusés de «faire de la politique».

Mais si certains candidats(es) reprennent nos propositions :

- Un SMIC à 1.700 €,
- Pour une retraite à 60 ans à taux plein,
- Pour le développement de la protection sociale,
- L'augmentation des pensions de retraite, des minima sociaux,
- et une autre répartition des richesses,



.... alors les politiques font du syndicalisme.

Les uns pour le patronat, les autres pour l'ensemble des salariés.

Venez nombreuses et nombreux aux rassemblements à

BOURGES

10 h 30 Place Malus

A 9 h30 Place Malus : Dépôt de gerbe à la mémoire des militants victimes du nazisme.

VIERZON

10 h 30 Place de la Résistance

ST AMAND

10 h 30 Place Carrée

ST-FLORENT

10 h 30 Place de la République

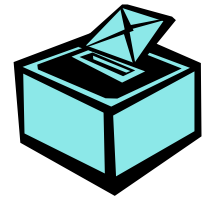
LA GUERCHE

11 h 00 Place du Gal de Gaulle

AUBIGNY s/NERE

10 h 30 Place de la Résistance

Résultats Elections professionnelles



Wagon Automotive à Saint-Florent sur Cher

La CGT gagne tous les sièges à pourvoir et ce dans les 2 collèges et dès le 1^{er} tour.

Avec une très bonne participation du personnel et un pourcentage de vote CGT très élevé, notamment et c'est inédit, dans le 2^{ème} collège où tous ont voté CGT (y compris les cadres)!!!

C'est sans aucun doute le résultat d'un travail soutenu sur le terrain et d'une meilleure prise en compte des revendications de l'ensemble des catégories socio professionnelles comme notamment par exemple lors des NAO.

DÉLÉGUÉS du PERSONNEL					
1er COLLEGE			2ème COLLEGE		
	Titulaires	Suppléants		Titulaires	Suppléants
Inscrits	56	56	Inscrits	38	38
Votants	52	52	Votants	38	38
Blancs/Nuls	1	4	Blancs/nuls	7	0
Exprimés	51	48	Exprimés	31	38
	2 élus CGT avec 50 et 49 voix	2 élus CGT avec 38 et 47 voix		1 élu CGT avec 31 voix	1 élu CGT avec 38 voix

COMITÉ D'ENTREPRISE					
1er COLLEGE			2ème COLLEGE		
	Titulaires	Suppléants		Titulaires	Suppléants
Inscrits	56	56	Inscrits	38	38
Votants	52	52	Votants	38	38
Blancs/Nuls	1	1	Blancs/nuls	1	8
Exprimés	51	51	Exprimés	37	30
	3 élus CGT avec 50, 49 et 47 voix	3 élus CGT avec 48, 47 et 43 voix		1 élu CGT avec 37 voix	1 élu CGT avec 30 voix

PLASTIFERM à La chapelle St-Ursin

La CGT présentait pour la première fois des candidats à ces élections. Les salariés s'organisent afin de faire respecter le droit du travail par leur direction.

DÉLÉGUÉS du PERSONNEL			
TITULAIRES		SUPPLEANTS	
Inscrits	24	Inscrits	24
Votants	21	Votants	21
Blancs/Nuls	1	Blancs/Nuls	5
	20		16
	1 Elu CGT avec 20 voix		1 Elu avec 16 voix

Enseigne La Poste.... Enseigne La Poste

La Poste innove !

La Poste écrit à tous les titulaires de compte chèque postal inactif, qu'ils aient un avoir faible ou conséquent.

Elle inflige des frais de tenue de compte de 35 €uros pour faire fonctionner un compte qui ne fonctionne pas, **ce n'est quand même pas laid.**

Sachant le mécontentement que cela engendre, elle trouve la parade en précisant que le compte peut toujours être clôturé.

Que croyez-vous qu'il advint ?

Des clôtures en nombre, bien évidemment!...

Alors là, pour dérouler le tapis rouge à la "concurrence", on peut difficilement faire mieux.

Décidément, la technocratie a la vie dure et nos édiles postaux sont les rois de l'innovation.

Déjà que les bureaux de poste ressemblent de plus en plus à des succursales du concours Lépine, il va falloir maintenant que les postiers participent au dépeçage des services financiers.

C'est quand même du jamais vu de se tirer une balle dans le pied et de s'apercevoir que finalement, on finit par une amputation.

Ça change...

Ça circule...

Ça démantèle...

Il est fait grand cas de la nécessité d'être mobile et de la liberté de circulation.

La Poste décide donc d'apporter sa pierre à l'édifice. Elle réduit considérablement l'accès aux opérations de change et supprime purement et simplement celui aux chèques de voyage.

Dans le Cher, il n'y a plus que deux bureaux habilités au change, Bourges Louis XI et Vierzon et en plus, les gens ne pourront obtenir que quatre devises (dollar US, dollar Canadien, franc Suisse et livre

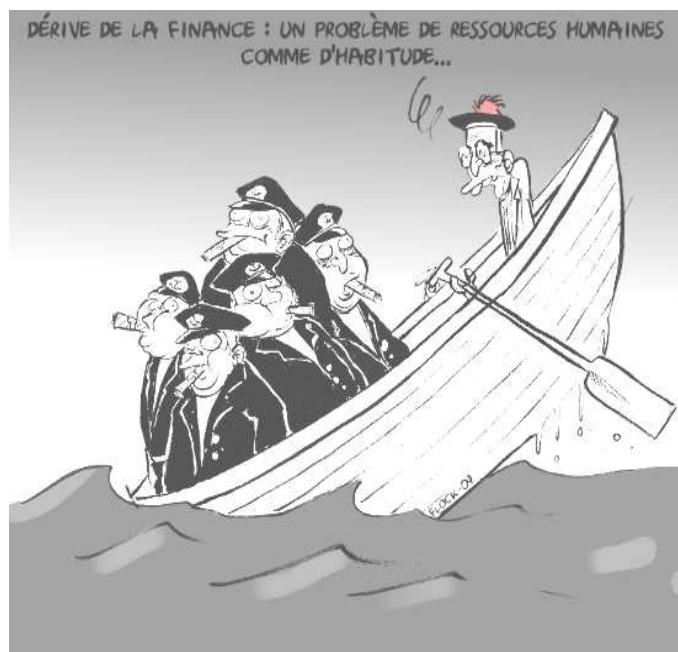
sterling).

Avec ça, c'est sûr, les Berrichons vont devenir de véritables globe-trotters. Ils vont sillonner le département pour se rendre à la capitale locale, première étape de leurs pérégrinations ou chemins de croix, c'est selon.

Avec de telles mesures, en guise de liberté de circulation, ce sera surtout: **"circulez, y'a rien à voir".**

Et une touche de plus, une ; dans le démantèlement du service public postal.

**Bon maintenant, c'est établi,
La Poste est bien favorable à la libre
circulation, celle des capitaux,
bien entendu!**



STOP À LA VIE CHÈRE !

D'autres solutions sont possibles !

INFLATION : Les prix ont augmenté de 2,3 % sur un an !

Faire les courses devient pour beaucoup d'entre nous un véritable parcours du combattant.

Les derniers chiffres de l'Institut National de la Consommation dans son journal 60 millions de consommateurs sont éloquentes. Sous l'effet de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages français recule. Le prix du « panier » en 2001 était de 72,24 € et en 2011, de 81,79 € soit + 13,2%. Le prix de l'énergie a explosé : + 129 % pour le fioul domestique, + 71 % pour le gazole, + 44 % pour le litre de super. L'heure de mécanique auto a augmenté de 57 % entre 2001 et 2011. Avec les déremboursements massifs de la SECU, les taxes et forfaits, les dépassements d'honoraires, les augmentations des complémentaires santé, de plus en plus de citoyens renoncent à se soigner pour des raisons financières. En revanche, le pouvoir d'achat a été freiné à + 3,9 % en dix ans.



INDECOSA-CGT propose des solutions justes et durables :

- ☛ Hausse du SMIC à 1.700 € euros bruts, augmentation des salaires et des prestations sociales.
- ☛ Création d'une autorité de régulation des prix et non pas un simple observatoire.
- ☛ Blocage immédiat et encadrement des prix des produits de première nécessité assortie d'une baisse de TVA.
- ☛ Baisse du prix des énergies et en particulier du gaz naturel.
- ☛ Stopper les expulsions des locataires.
- ☛ Services publics modernisés, accessibles à tous, répondants aux besoins de la population.
- ☛ Renforcement de la « Police Economique » sur tout le territoire.
- ☛ Meilleure reconnaissance des associations de consommateurs et renforcement de la concertation avec les professionnels et les pouvoirs publics.
- ☛ Mettre en place des recours collectifs pour les litiges de consommation, de santé et d'atteinte à l'environnement.
- ☛ Reverser une partie du fruit des amendes afin de dégager des ressources supplémentaires pour les associations de consommateurs.
- ☛ Maintien du repos dominical et abrogation de la loi sur les PUCE (Périmètres d'Usage de Consommation Exceptionnel). Egalement, mettre fin à l'hypocrisie des classifications en zones touristiques qui sert de prétexte à généraliser le travail du dimanche.

PRIX DES CARBURANTS

L'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT tient à exprimer son indignation devant le refus catégorique du gouvernement de prendre des mesures pour aider les ménages, qui doivent faire face à une brusque flambée du prix des carburants.

Ce statu quo est inacceptable devant la détresse de millions de gens qui voient leur pouvoir d'achat « dévisser » littéralement. De leur côté, les compagnies pétrolières (dont TOTAL avec 12 milliards de profits en 2011) et les grandes surfaces continuent leur poker menteur sur la réalité de leurs stocks disponibles et surtout sur le coût réel de leurs approvisionnements. L'Etat, par le biais de la T.V.A et des différentes taxes, puise dans le budget des ménages des sommes non négligeables. Une véritable spéculation sur l'énergie est en cours afin de fournir des dividendes substantiels aux actionnaires.

Pour mettre fin à cette situation, INDECOSA-CGT réclame :

- ☛ Un gel immédiat des prix des carburants au niveau duquel ils étaient au 1^{er} janvier 2012.
- ☛ Une mise en place immédiate d'un dispositif de stabilisation des prix à la pompe en cas d'augmentation du pétrole brut, en prenant pour référence le niveau des taxes de mars 2009.
- ☛ Que le gouvernement impose aux compagnies pétrolières et à la grande distribution une transparence totale sur l'état des réserves disponibles et sur le prix payé au fournisseur au moment de l'achat (il est intolérable de faire payer le consommateur au prix fort pour un carburant acheté il y a des mois).
- ☛ Une prime à la cuve pour les ménages les plus modestes.

**INDECOSA-CGT APPELLE LES CONSOMMATEURS ET USAGERS
À SIGNER LA PÉTITION AFIN D'IMPOSER D'AUTRES SOLUTIONS !**



Pétition

CONTRE la VIE CHÈRE et la HAUSSE des prix des carburants

Les prix à la consommation en France ont progressé de 0,4 % en février et de 2,3 % sur un an !

Faute de transport collectif accessible et adapté, 90 % des Français utilisent la voiture tous les jours ou presque. Elle reste l'outil indispensable de mobilité essentiel, voire vital, à l'activité économique et sociale de notre pays.

L'augmentation du coût des carburants représente une charge très lourde pour les 36 millions d'automobilistes. Cette évolution du coût des carburants frappe dramatiquement et en priorité les habitants des campagnes et des petites villes et plus généralement les plus modestes d'entre nous, qui n'ont pas la chance de pouvoir habiter dans les quartiers centraux des grandes villes où les transports en commun sont présents.

La SNCF prévoit la fermeture de milliers de kilomètres de voies ferrées.

Le groupe TOTAL et les compagnies pétrolières affichent des profits de 60 milliards d'euros en 5 ans.

L'État accroît ses recettes car la TVA est proportionnelle au prix du carburant ! Ce n'est pas moins de 35 milliards d'euros par an, TIPP comprise.

INDECOSA-CGT rappelle que le carburant est imposé en moyenne à hauteur de 100 % de taxes, ce qui revient à dire que dans le prix d'un litre de carburant, 60% provient des taxes.

C'est pourquoi INDECOSA-CGT exige :

- ☞ **Le blocage immédiat et l'encadrement des prix des produits de première nécessité assortie d'une baisse de TVA.**
- ☞ **La mise en place immédiate d'un dispositif de stabilisation des prix à la pompe en cas d'augmentation du pétrole brut. (TIPP « flottante »), en prenant pour référence le niveau des taxes de mars 2010.**
- ☞ **Le développement des transports en commun accessible économiquement.**
- ☞ **La hausse du pouvoir d'achat des ménages.**

INDECOSA-CGT demande à tous les usagers de soutenir et de signer la pétition

NOMS et PRENOMS	COMMUNES	SIGNATURES	OBSERVATIONS

————— *L'INDECOSA CGT 18 regroupera l'ensemble des pétitions* —————



Retraites : urgence d'augmentation

Comment vivre, ou survivre, avec une retraite qui année après année rampe en dessous de la hausse des prix ?

Les revalorisations du 1^{er} avril ne règlent pas grand chose : à peine versées elles sont avalées tout cru par les hausses à tout va : Santé, électricité, gaz, carburant, assurances, transports, mutuelles, loyers... Tout augmente, beaucoup plus vite que nos retraites. Comment s'étonner que tant de retraité(e)s renoncent même à se soigner !

NON à l'austérité

L'évolution au rabais de nos retraites s'inscrit dans une politique d'austérité sociale décidée à l'échelle européenne et mise en musique dans chaque pays. En effet, les dirigeants européens ont signé un nouveau traité, le 1^{er} Mars dernier, qui impose un carcan budgétaire et économique à des pays déjà durement touchés par le chômage et la récession. Les retraités, comme les salariés et privés d'emploi, n'ont en aucun cas à payer les effets d'une crise dont ils ne sont en rien responsables.

C'est ce qui a conduit les salariés et retraités européens, avec les syndicats, à dire **NON à l'austérité** le 29 Février dernier par des manifestations et des grèves dans l'ensemble des départements français et dans de nombreux pays. Dans le Cher, actifs et retraités, nous avons répondu «**présents**» à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats.

Rendre juste la répartition des richesses

Ce qui doit être réellement posé, c'est l'exigence d'une juste répartition des richesses, et pour nous C.G.T., ce n'est pas qu'un slogan ! Sur 5 ans, les dividendes des grands actionnaires ont augmenté de 31 %, et les grands patrons ont vu leur rémunération progresser de 34 %. Dans ces groupes les salaires ont bougé seulement de 13%. Et les retraites ? De 8,25% !

Depuis 1945, avec le programme du Conseil National de la Résistance, la protection sociale était assise sur la solidarité entre les générations et assurait un minimum d'égalité et de justice sociale. Tout cela a été possible grâce à la volonté politique et syndicale de l'époque, alors que la France et l'Europe sortaient en ruines de la guerre.

Aujourd'hui se profilent des attaques contre les salaires, les retraites, ainsi que contre l'ensemble de la protection sociale, et cela vise **tous** les pays européens. **Une telle politique doit être combattue par les peuples avec la plus grande détermination.**

L'augmentation de la T.V.A. dite «sociale» décidée par le gouvernement va toucher l'ensemble des citoyens français, surtout les plus modestes ; c'est l'impôt le plus injuste qui soit ; cela ne résout en rien le problème posé à la France par la crise. De plus, la Révision Générale des Politiques Publiques, voulue par Sarkozy et son gouvernement, taille au sabre dans les services aux citoyens : fermeture d'écoles, hôpitaux, perceptions, gendarmeries, bureaux de poste, etc...

Cette politique est désastreuse, en particulier en milieu rural et pour les personnes âgées et isolées. La situation de trop nombreux retraités est dramatique. Cinq millions d'entre eux vivent avec moins de 1000 € par mois, un million est en dessous du seuil de pauvreté !

Les retraités CGT se prononcent pour un changement complet de politique économique et sociale ; ils rappellent que les richesses sont produites par l'ensemble des travailleurs et non par les spéculateurs et profiteurs en tout genre.

Les retraités sont appelés à participer à l'élection présidentielle

Ils ont l'occasion d'exprimer, par leur vote, leur volonté de voir une juste répartition des richesses qui privilégie les revenus et le niveau de vie des salariés, des retraité(e)s et la protection sociale.

L'insupportable est atteint et il est grand temps de changer de politique en mettant fin à cette spirale infernale qui constitue un facteur de paupérisation continue des retraités et pèse négativement sur la consommation, donc sur l'emploi :

- *Parce que c'est vital pour vivre dignement leur retraite,*
 - *Parce que l'argent existe pour satisfaire les revendications,*
 - *Parce que, comme pour les salaires, c'est nécessaire pour sortir de la crise,*
- les retraités exigent, et dans l'urgence, un relèvement substantiel des pensions, des retraites complémentaires, et plus particulièrement pour les plus basses.**

La CGT revendique :

- ▶ **Le minimum de retraite au niveau du SMIC et que celui-ci soit porté à 1 700 € brut par mois.**
- ▶ **Le retour à l'indexation des pensions et retraites sur l'évolution du salaire moyen.**
- ▶ **300 € par mois pour tous au titre du rattrapage.**
- ▶ **La pension de réversion à 75% de la retraite initiale.**
- ▶ **Le retour de la revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier.**
- ▶ **Le rétablissement de la demi-part fiscale pour les veuves veufs, divorcés, séparés.**